

Gustave Laurent (1873-1949), historien rémois et homme engagé

Alexandre Gustave Laurent naît à Paris le 23 février 1873 de parents marchands-merciers. Son père descend d'une vieille famille de Château-Thierry, dans l'Aisne, venue s'installer dans la capitale. Sa mère, née Spément, quant à elle, vient d'une famille originaire de Dormans, dans la Marne.

L'historien de la Révolution française dans la Marne.

L'intérêt de Gustave Laurent pour la période révolutionnaire est d'abord lié à son héritage familial. Un grand oncle-paternel, ardent jacobin, a été guillotiné au lendemain de la chute de Robespierre. Son grand-père paternel a été proscrit par Bonaparte et sa grand-mère a logé la sœur de Saint-Just. Un de ses ancêtres maternels a caché Prieur de la Marne et Claude Emmanuel Dobsen¹ en 1796, à la suite de l'échec de la conspiration de Babeuf.

Mais ses études le conduisent aussi à s'intéresser à cette période. Après son baccalauréat obtenu en 1890 au lycée parisien Janson-de-Sailly il poursuit des études d'histoire à la Sorbonne où il suit les cours d'Alphonse Aulard² qui exerce sur lui une grande influence et est à l'origine de sa carrière d'historien. Il obtient sa licence puis effectue ses deux ans de service militaire à partir de 1894.

En 1898, sous la pression familiale qui le pousse à faire carrière dans le champagne plutôt que dans l'histoire, il arrive à Reims. Quelques mois plus tard, en mai 1889, il épouse Camille Bouteillier âgée de 24 ans³. Mais finalement il ne travaillera pas dans le champagne car ayant découvert, lors d'une visite au Palais de Justice de Reims, un dépôt d'archives non classées, il décide de revenir à sa vocation première, l'histoire. Pour subvenir financièrement à ses besoins, il accepte le modeste emploi de commis-greffier greffier au Tribunal de première instance. Il deviendra par la suite greffier auprès du Tribunal correctionnel et de la Cour d'Assises et, à partir de 1928, secrétaire du Conseil des Prud'hommes.

Pour son premier travail d'historien, il dresse l'inventaire (publié en 1903) des archives trouvées dans le grenier du Palais de justice et il procède également au classement des archives révolutionnaires rémoises dont il fait connaître la grande richesse.

Commence alors une longue série de publications :

1899 : *les fêtes révolutionnaires dans le département de la Marne.*

1900 : *Reims et la Fédération du 14 juillet 1790, Les échos de Valmy.*

1906-1930 : « *Cahiers de Doléances des Communautés d'habitants de l'ancienne Généralité de Châlons pour les Etats généraux de 1789* » (dans le cadre de la

¹ Prieur de la Marne (1756-1827) est un député montagnard lié à Robespierre et membre du Comité de salut public. Sous la Restauration, il est exilé en Belgique. Claude-Emmanuel Dobsen (1743-1822) a siégé au Tribunal révolutionnaire.

² Alphonse Aulard (1849-1928) est un historien français, spécialiste de la Révolution. Il fonde en 1888 une revue historique, *la Révolution française*. Membre du parti radical et franc-maçon, il est un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme en 1898.

³ Il divorce en juillet 1919 et se remarie avec Suzanne Rousseville.

Commission de l'histoire économique de la Révolution française, due à l'initiative de Jean Jaurès).

- 1906 : volume 1, *Bailliage de Châlons-sur-Marne*.
- 1909 : volume 2, *Bailliage de Sézanne*
- 1911 : volume 3, *Bailliage de Chatillon-sur-Marne*
- 1930 : volumes 4, *Bailliage de Reims 1^{ère} partie marnaise*, et 5, *Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution. La convocation des Etats Généraux de 1789. Introduction aux cahiers de doléances du bailliage de Reims*.

1912 : *notes et souvenirs inédits de Prieur de la Marne*.

1923-1924 : *figures révolutionnaires champenoises*

1933-1934 : les trois volumes de l'« *Histoire de Reims depuis les origines à nos jours* » (d'après les manuscrits et notes laissés par Georges Boussinesq, tué à 28 ans le 30 octobre 1914 au combat de Vailly).

Comme historien, et bien que n'étant pas universitaire, Gustave Laurent connaît une certaine audience nationale et participe au développement, ainsi qu'aux querelles de chapelles, de l'histoire de la Révolution. A partir de 1907, il adhère à la Société des Etudes Robespierristes créée la même année par Albert Mathiez et écrit dans la revue *les Annales révolutionnaires*⁴. En 1910 il rejoint Charles Vellay et sa « *Revue historique de la Révolution française et de l'Empire* »⁵ dont il devient directeur en 1922. Cependant, en 1923, les deux revues fusionnent sous le nom d'« *Annales historiques de la Révolution française* » avec comme directeurs Albert Mathiez et Gustave Laurent. Cette codirection dure jusqu'en avril 1931, date à laquelle Albert Mathiez devient seul directeur.

L'homme engagé.

Gustave Laurent a un engagement essentiellement local. En 1900, il est élu conseiller municipal, sous l'étiquette radicale, dans la municipalité de Charles Arnould. Il est réélu en 1904, dans la municipalité d'Adrien Pozzi puis en 1908 et en 1912 dans les municipalités de Jean-Baptiste Langlet. Durant la Première Guerre mondiale, il ne peut assister aux séances du conseil car il est mobilisé. De 1914 à 1916, il est affecté à la défense de Reims, puis en 1917 et en 1918 dans les Vosges et en Alsace. Il est démobilisé en 1919. Le 11 décembre 1919 il devient 5^e adjoint dans la municipalité de Charles Roche. Il est réélu en 1925 dans la première municipalité de Paul Marchandeaup mais perd son poste d'adjoint qu'il récupère dans la deuxième municipalité Marchandeaup de 1929. Au sein des radicaux rémois, majoritairement modérés, Gustave Laurent représente l'aile gauche. En février 1921, il est ainsi le seul radical à voter une proposition des élus socialistes demandant au gouvernement de supprimer les crédits alloués à la formation militaire des jeunes gens. En décembre de la même année il est à l'origine de l'attribution du nom de

⁴ Albert Mathiez (1874-1932) est un historien de la Révolution française. Il fonde une revue, *les Annales révolutionnaires*. Elève d'Alphonse Aulard, il se brouille avec celui-ci, leurs revues respectives se faisant concurrence.

⁵ Charles Vellay (1876-1953), d'abord proche d'Albert Mathiez, avait rompu avec lui en 1908.

Robespierre à un boulevard de Reims, ce qui est une première en France. Cette position politique ne lui pose pas de problème dans la municipalité Roche puis dans les deux premières municipalités Marchandean puisque les trois sont issues d'une alliance entre le parti radical et les socialistes de la SFIO. La situation change en 1935, lorsque le maire radical Paul Marchandean rompt l'alliance avec la SFIO pour faire liste commune avec la droite de l'Alliance républicaine. Gustave Laurent est dès lors en porte à faux. Tout en figurant en cinquième position sur la liste d'alliance avec la droite, il écrit quelques jours avant l'élection 1935 dans le journal *Laïcité*, dont il est le gérant, qu'il faut « écarter tous les réactionnaires et ceux qui sont liés avec eux »⁶. Dès le début de la municipalité les tensions entre Paul Marchandean et Gustave Laurent sont évidentes. Le 12 mai 1935, lors de la séance inaugurale du conseil consacrée à l'élection du maire et des adjoints, il est le seul conseiller à être absent. Cette situation se renouvelle le 16 mai, le 18 juillet et le 30 novembre 1935⁷. Au total, Gustave Laurent n'assiste au conseil que le 23 juillet et le 30 décembre 1935, jour où est consommée sa rupture avec le maire de Reims qui le tance en plein conseil municipal. Il cesse dès lors d'assister aux séances du conseil, et ce jusqu'au 21 septembre 1940⁸. Le Front populaire confirme la rupture entre les deux hommes. Alors que Paul Marchandean est un des animateurs de la minorité du parti radical hostile à l'alliance avec les socialistes et les communistes, Gustave Laurent fait le chemin inverse. En 1935, il se trouve être le seul radical à siéger, même si c'est au titre de la Libre Pensée, au comité d'organisation populaire⁹. Le 22 novembre 1936, il défile au premier rang du cortège à la mémoire de Roger Salengro. Par la suite, il se rapproche du parti communiste. Ainsi, en 1939, il est à la tête du groupement des Amis de l'URSS et de celui, à tendance socialo-communiste, « paix et liberté »¹⁰. Le 14 juillet de la même année il préside, avec le communiste Louis Pichon, une réunion organisée par la section de Reims du parti communiste pour commémorer la prise de la Bastille et le 150ème anniversaire de la Révolution française.

Cela lui vaut, lorsque Vichy, en novembre 1940, décide que les conseils municipaux des communes de plus de 2000 habitants seront désormais nommés et non plus élus, d'être le seul conseiller de la municipalité de 1935 exclu d'office d'une possible nomination :

« Cette liste ne comprend pas M. Gustave Laurent qui, par l'appui public, par les manifestations répétées et les interventions réciproques dont il a favorisé les éléments extrémistes, le parti communiste en particulier, s'était exclu de lui-même de l'assemblée et ne participait plus en fait à ses travaux ».

Après la Seconde Guerre mondiale, Gustave Laurent retrouve un siège de conseiller municipal, mais cette fois sous l'étiquette communiste, dans la municipalité de Michel Sicre élue en mai 1945 puis dans les municipalités RPF d'Albert Réville de 1947 et

⁶ Ce qui amène la SFIO à faire remarquer que Paul Marchandean n'a probablement pas lu cet article pour avoir conservé Gustave Laurent sur sa liste.

⁷ La séance du 30 novembre se trouve d'ailleurs la seule où il est porté excusé, les autres ne mentionnant aucune excuse présentée.

⁸ Il s'agit là du premier conseil municipal sous occupation allemande. Paul Marchandean est alors interdit de mairie par les Allemands et ne retrouvera son poste qu'un mois plus tard.

⁹ Alors que Paul Marchandean a donné comme consigne aux radicaux de ne pas y siéger.

¹⁰ A ne pas confondre avec le mouvement anticommuniste des années 1950 qui porte le même nom.

de Roger Jardelle de 1949. Cependant, cet indéniable représentant d'une gauche militante apparaît relativement consensuel et plus attaché à l'histoire de Reims qu'à l'idéologie. Certes, comme rapporteur de la commission de dénomination des rues, il peut se faire le relais du parti communiste, comme en janvier 1948 où lorsqu'il s'agit de donner le nom du général Leclerc, récemment décédé dans un accident d'avion, à une artère rémoise, il trouve le moyen de faire l'éloge du général sans mentionner une seule fois le nom de de Gaulle, alors chef d'un RPF honni par les communistes. Mais son alignement est loin d'être total. Pour lui, le vrai républicanisme, c'est d'enseigner au peuple son passé et il pense que l'histoire est la grande émancipatrice. C'est en ce sens qu'en juin 1945, il s'oppose au projet de débaptiser la Place Royale pour lui donner le nom de place des Martyrs de la Résistance¹¹ :

« On ne doit pas faire disparaître les traces du passé, ces témoins innocents et impassibles que nous ont légués les générations ; en heurtant les traditions ancestrales, on risque de froisser le sens, le goût artistique de la plupart de nos concitoyens attachés à tous ces souvenirs, héritage sacré de tous ceux qui nous ont précédés et qui ont participé à la gloire de la cité ».

Il lui arrive même de s'opposer à ses propres amis politiques. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'honorer la Résistance, les communistes entendent débaptiser la rue Thiers, importante artère qui conduit à la place de l'Hôtel de Ville, pour lui donner le nom de Lucien Sampaix¹², Gustave Laurent s'y oppose. S'il rappelle que, dans sa jeunesse, il a effectivement proposé de changer le nom de la rue Thiers en « rue de la Commune insurrectionnelle », il lui semble préférable en 1946 que Thiers garde sa rue car :

« Il serait dès lors cloué, comme au pilori, au coin du quartier de notre maison commune, avec toute l'ignominie que les prolétaires attachent à son souvenir ».

Mais finalement, et malgré son opposition, la rue Thiers est débaptisée¹³. Si Gustave Laurent a été conseiller municipal 45 ans, il a été aussi conseiller d'arrondissement du 2^{ème} canton de Reims de 1905 à 1925 puis conseiller général de ce même canton de 1925 jusqu'à 1940 et sa révocation par Vichy.

Gustave Laurent est secrétaire à partir de 1900, date de sa fondation, du Comité rémois de la Ligue des Droits de l'Homme. Franc-maçon, il est initié en 1924 à la loge *La Sincérité* du Grand Orient de France¹⁴ mais il la quitte en 1938 pour rejoindre *Le Niveau*, une loge d'une autre obédience, *Le Droit humain*¹⁵. Ancien combattant, il préside la section rémoise de l'Association républicaine des anciens combattants, l'ARAC, nettement ancrée à gauche. Enfin, Gustave Laurent s'investit dans les associations liées à l'enseignement et à la jeunesse. Il est secrétaire de 1897 à 1914, puis président de 1919 à 1937, du Comité rémois de la Ligue de l'Enseignement. Il préside aussi la Fédération de la Marne des Œuvres laïques (FMOL) de 1925 à 1937. Il s'occupe aussi des colonies de vacances de la Ville de Reims. A partir de 1908, il dirige celle des Alpes. Chaque année il a ainsi l'habitude

¹¹ Finalement le nom de place des Martyrs de la Résistance sera attribué à une petite place située derrière le chevet de la cathédrale.

¹² Lucien Sampaix est un journaliste communiste fusillé en 1941 par les Allemands.

¹³ En 1955, sous la municipalité de René Bride Adolphe Thiers retrouve sa rue et le nom de Lucien Sampaix est donné à une autre rue.

¹⁴ A Reims, cette loge regroupe les notables radicaux.

¹⁵ C'est encore un signe de son éloignement du parti radical.

d'accompagner les petits rémois à Chamonix. C'est d'ailleurs à son retour de Chamonix qu'à l'automne 1949 il fait une grave crise d'urée. Hospitalisé il décède le 9 novembre 1949. Il est inhumé le 12 novembre à Dormans, berceau de sa famille maternelle.

Titulaire des Palmes académiques, de la Croix de guerre, chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 3 août 1929), Gustave Laurent se voit attribuer une rue à son nom en avril 1950.

Sources :

Base Léonore : dossier de Légion d'Honneur de Gustave Laurent (cote : LH/1500/07).

LEROY Francis, Gustave Laurent, un historien rémois (1873-1949) in Etudes marnaises, tome CXXXII, année 2017, pp. 265-280.

ROYER Michel, *Les municipalités rémoises de 1919 à 1959*, thèse, 2011.

VELLAY Edouard, *un historien rémois, Gustave Laurent (1873-1949)*, tiré à part des Annales historiques de la Révolution française, 1950, 14 p.

Michel ROYER, juillet 2018